2 février 1964

Loi sur la construction et l'entretien des routes (LCER)

Chapitre premier Dispositions générales

Article premier

I. Champ d'application

¹ Les dispositions de la présente loi s'appliquent:

- a aux routes affectées à l'usage général (routes publiques au sens de la présente loi);
- b aux routes privées non affectées à l'usage général, lorsque la présente loi le prescrit.

² La législation fédérale sur les routes demeure réservée, en particulier la loi fédérale sur les routes nationales [RS 725.11] et les ordonnances d'exécution s'y rapportant.

³ Le Conseil-exécutif édicte par voie d'ordonnance les dispositions d'application de la loi fédérale sur les routes nationales.

Art. 2

II. Zone routière

1. En général

¹ Sont des routes au sens de la présente loi, les routes proprement dites, les chemins, les trottoirs, les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre, les pistes cyclables et les places aménagés à la surface, au-dessus et en dessous du sol, y compris les places de stationnement, de repos et les places d'évitement. [Teneur du 2. 5. 1995]

² Les installations à l'intérieur et à l'extérieur de la zone routière, nécessaires à son aménagement, à son exploitation et à son entretien, ainsi que l'espace au-dessus de la route, sont considérés comme faisant partie de la route.

³ Sont des parties intégrantes de la route, notamment les banquettes, les bordures, les balises, les installations d'éclairage, les installations d'évacuation des eaux: aqueducs, saignées, caniveaux, fossés; les bandes gazonnées, les terre-pleins centraux, les accotements stabilisés et non stabilisés; les talus dont l'entretien ne saurait être le fait des bordiers, les remblais, les murs, les escaliers, les installations et ouvrages de protection tels que barrières, barrières de sécurité, plantations; les ponts, les viaducs, les tunnels et autres ouvrages d'art; les panneaux de signalisation de toute sorte; etc.

⁴ Les murs de soutènement et de revêtement rendus nécessaires par la construction ou l'aménagement de la route sont des parties intégrantes de la route et doivent être abornés avec elle.

Art. 3

2. Installations annexes dans la zone routière

¹ Des installations destinées à la distribution des carburants et des lubrifiants, ainsi que des buvettes et des kiosques rattachés à ces installations peuvent être aménagés, en raison des besoins du trafic, dans la zone d'une route publique dépourvue d'accès latéral.

² La construction et la transformation des installations précitées sont subordonnées à une autorisation du service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie qui prescrit le type, l'emplacement, les dimensions et la conception des voies d'accès et de sortie. Sont réservés l'octroi, par les autorités compétentes, des autorisations relevant de la police des constructions ainsi que de la police du commerce et de l'industrie. [Teneur du 19. 4. 2004]

Art. 4

3. Ouvrages de protection

¹ La pose et l'entretien d'ouvrages de protection nécessaires pour préserver la route et assurer la sécurité du trafic incombent au propriétaire de la route. Les dits ouvrages, qui sont parties intégrantes de la route,

pourront en cas de nécessité être placés en dehors de la zone routière. S'il y a péril en la demeure, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 29. 10. 1997] peut en autoriser ou en ordonner la construction immédiate.

² Le propriétaire de la route peut octroyer des subventions pour la pose et l'entretien d'ouvrages destinés à préserver des fonds et installations avoisinants, lorsque les ouvrages en question sont indirectement profitables à la route.

Art. 5

III. Classification des routes

A. Routes publiques

Les routes publiques sont classées selon leur destination et leur importance en:

1. routes nationales;
2. routes cantonales;
3. routes communales;
4. routes privées affectées à l'usage général.

Art. 6

1. Routes nationales

Les routes nationales sont les voies de communication déclarées telles par la Confédération.

Art. 7 [Teneur du 12. 2. 1985]

2. Routes cantonales

a Définition [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

Les routes cantonales sont celles destinées à l'usage général; elles sont construites par le canton [Teneur du 19. 4. 2004] comme routes cantonales, ou classées comme telles.

Art. 8

b Tronçons de routes à l'intérieur des localités Déviations

... [Abrogé le 12. 2. 1985]

Art. 9

3. Routes communales

¹ Les routes communales sont des routes destinées à l'usage général; elles sont construites par les communes ou leurs sections ou classées comme telles. Sont également routes communales les routes de desserte dont la commune est propriétaire en vertu de la loi sur les constructions [RSB 721.0]. [Teneur du 12. 2. 1985]

² Les routes communales assurent le trafic interne dans la zone d'une localité; elles relient des localités, des hameaux, des quartiers entre eux ou conduisent à une localité avoisinante ou encore à une route cantonale, à une gare ou à une autre artère de circulation.

Art. 10

4. Routes privées affectées à l'usage général

Les routes publiques appartenant à des personnes privées sont des routes construites par des particuliers et affectées à l'usage général.

Art. 11

B. Routes privées

¹ Les routes non mentionnées aux articles 5 à 10 sont des routes privées.

² Les communes peuvent édicter dans leurs règlements des dispositions concernant l'entretien des chemins agricoles et forestiers situés sur leur territoire.

Art. 12

IV. Souveraineté, propriété et abornement

¹ Sous réserve des attributions de la Confédération, la souveraineté en matière de routes appartient au canton [Teneur du 19. 4. 2004] et, dans le cadre de la présente loi, aux communes.

² Dans le cadre de cette souveraineté, le canton [Teneur du 19. 4. 2004] et les communes ont l'obligation de construire et d'entretenir des routes publiques (charge de la construction des routes). Demeurent réservées toutes dispositions légales dérogatoires.

³ La souveraineté en matière de routes s'étend en outre aux routes privées ouvertes effectivement au trafic, dans la mesure prévue par la loi.

⁴ Les routes cantonales sont propriété du canton [Teneur du 19. 4. 2004] et les routes communales, y compris les routes nationales urbaines, propriété des communes. Des exceptions peuvent être statuées pour des cas spéciaux.

⁵ Les routes publiques et leurs parties intégrantes doivent être abornées et inscrites au registre foncier, aux frais de leurs propriétaires. Demeurent réservées les subventions et les prestations des communes pour l'aménagement des routes cantonales selon l'article 36. Dans des cas spéciaux, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] peut autoriser des exceptions à l'obligation d'abornement. Aux croisements, c'est la route classée en catégorie supérieure qui est abornée dans toute la longueur.

Art. 13

V. Règlements communaux

¹ Les communes sont compétentes pour régler notamment:

1. la construction, l'aménagement, le changement de revêtement, l'utilisation et l'entretien de leurs routes, ainsi que des routes privées affectées à l'usage général;
2. le nettoyage et l'éclairage des routes publiques ainsi que le service d'hiver dans la mesure où cette obligation n'appartient pas au canton [Teneur du 19. 4. 2004]; [Teneur du 12. 2. 1985]
3. les prestations des propriétaires fonciers en vertu de l'article 41; [Teneur du 12. 2. 1985]
4. les conditions mises à la prise en charge des routes privées par la commune; [Introduit le 12. 2. 1985]
5. les conditions d'entretien et d'aménagement des routes privées effectivement ouvertes au trafic. [Introduit le 12. 2. 1985]

² Les dispositions du chapitre I, section 4 de la loi du 16 mars 1998 sur les communes (LCo) [RSB 170.11] s'appliquent à la procédure. [Teneur du 23. 6. 2004]

³ ... [Abrogé le 12. 2. 1985]

Art. 14

VI. Régime du permis pour les projets de construction de routes [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Un plan de route ou de quartier accepté est nécessaire pour la construction et l'aménagement d'une route (art. 18 b, 1^{er} et 2^e al.). Le 2^e alinéa est réservé. [Teneur du 12. 2. 1985]

² Un permis de construire suffit, si aucun plan au sens du 1^{er} alinéa n'est exigé par une prescription communale pour le projet, ou si aucun plan ne doit être modifié, lorsqu'il s'agit

- a de transformer une route (art. 18 b, 3^e al.),
- b d'aménager au bord d'une route des installations annexes (art. 3), des ouvrages de protection (art. 4), des places de stationnement, de repos et d'évitement ou de prendre des mesures conformément aux articles 24 a à 24 e,
- c de construire et d'aménager des routes de desserte de l'équipement de détail,
- d de supprimer une route. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ La procédure d'octroi du permis de construire est soumise aux dispositions de la législation en matière de constructions. On s'assurera en outre que le projet satisfait aux exigences du droit en matière de construction des routes, qu'il répond à un intérêt public et qu'il est opportun. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ Demeurent réservés les articles 15 et 43, alinéa 2.

Art. 15

VII. Affectation et désaffectation

¹ Les routes construites par le canton [Teneur du 19. 4. 2004], les communes ou leurs sections et destinées à l'usage général, sont affectées à cette fin dès leur ouverture à la circulation.

² Des routes privées peuvent être affectées à l'usage général,

a avec le consentement clairement exprimé du propriétaire, par l'autorité communale compétente ou, si la route est située sur le territoire de plusieurs communes, par la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] ou

b par la constitution d'une servitude de passage en faveur de la collectivité ou

c par le transfert à la commune de l'obligation d'entretien d'une route ouverte au trafic. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ L'affectation peut être restreinte à des modes d'utilisation déterminés. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ Lorsqu'une route est affectée à l'usage général, son propriétaire n'a plus le droit de restreindre ou de supprimer la dite affectation. D'autre part, l'affectation ne peut être ni modifiée ni supprimée par suite de changement de propriétaire, par la constitution de droits réels ou par un acte d'exécution forcée.

⁵ La désaffectation obéira aux dispositions de l'article 14. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁶ Les limitations dictées par la police de la circulation sont réservées. [Teneur du 12. 2. 1985]

Art. 16

VIII. Classification

¹ Une route publique est censée classée au sens de l'article 5 de la présente loi lorsque son affectation a été décidée. Lorsque les circonstances l'exigent et après que les intéressés auront été entendus, le Conseil-exécutif a la faculté de modifier la classification.

² Lorsque la classification d'une route est modifiée, celui à qui en incombait l'entretien est tenu en règle générale de la remettre en bon état et, au préalable, de l'abonner et de l'immatriculer selon les prescriptions. Il paiera en outre une indemnité pour le rachat de son obligation d'entretien.

³ L'indemnité de rachat se monte en règle générale à vingt fois le montant de la moyenne des frais annuels d'entretien des 10 dernières années, y compris les prestations en nature. Demeurent réservées des circonstances ou des conventions spéciales, notamment lorsque le canton [Teneur du 19. 4. 2004] reprend la route d'une commune ayant de lourdes charges financières ou un réseau routier très étendu, ou quand il s'agit d'une route communale importante. Lorsque après la construction d'une route de contournement [Teneur du 12. 2. 1985] l'ancien tronçon de route cantonale est repris par la commune, aucune indemnité de rachat ne sera versée. Les contestations de nature financière nées de la classification sont tranchées par le Tribunal administratif en procédure d'action. [Dernière phrase selon teneur du 17. 9. 1992]

⁴ Celui à qui incombent les frais d'entretien d'une route ensuite d'un changement de classification en devient propriétaire de par la loi. Inscription en sera faite au registre foncier.

⁵ ... [Abrogé le 12. 2. 1985]

Art. 17

IX. Noms et registre des rues

¹ Les communes donnent une appellation aux rues et effectuent la numérotation des immeubles sous réserve de celle faite par l'assurance immobilière [Teneur du 12. 2. 1985].

² Toutes les routes publiques doivent être enregistrées. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] tient le registre des routes cantonales et chaque commune celui des autres routes publiques de son territoire.

³ Les routes cantonales et communales sont enregistrées d'office dès leur ouverture à la circulation.

Chapitre deuxième Construction et aménagement

Art. 18

A. Planification et élaboration de projets de routes

I. Compétence [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ La planification et l'élaboration de projets de routes nationales incombent à la Confédération en collaboration avec le canton. Celui-ci fait appel aux communes concernées; l'article 79 est appliqué lorsqu'il s'agit de routes nationales urbaines. [Teneur du 12. 2. 1985]

² Le canton [Teneur du 19. 4. 2004] répond de la planification et de l'élaboration des projets généraux de routes cantonales. Il fait appel à temps aux autorités communales, aux organes régionaux et aux cantons voisins concernés. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ Lorsque la planification ou l'élaboration des projets de routes communales ou de routes publiques appartenant à des privés révèlent que des intérêts dont les autorités cantonales doivent tenir compte peuvent être touchés, il sera fait appel à celles-ci à temps. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ ... [Abrogé le 12. 2. 1985]

Art. 18a [Introduit le 12. 2. 1985]

II. Principes

¹ Le canton [Teneur du 19. 4. 2004] et les communes fonderont leur planification des routes sur une conception d'ensemble des transports; ils seront attentifs à la sauvegarde des bases naturelles de la vie ainsi qu'aux besoins de la population et de l'économie.

² En établissant les planifications des routes, ils poursuivent les objectifs et les principes qu'ils se sont fixés dans les législations sur l'aménagement du territoire et sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre. Ils assurent la promotion des chemins pour piétons et des pistes cyclables reliant les localités.

³ Ils tiennent compte en particulier:

- a de la sécurité et des besoins de tous les usagers;
- b des contraintes imposées à la route du fait de son utilisation par des moyens de transport publics;
- c des prestations en matière de trafic susceptibles d'être fournies par des entreprises de transport public;
- d des coûts ainsi que des avantages et inconvénients économiques entraînés par la construction des routes;
- e de la protection de l'environnement, de la nature et du patrimoine, des sites, des besoins de l'archéologie ainsi que de la protection de la forêt et du paysage, des sites bâtis et des régions destinées à la détente;
- f du maintien des surfaces cultivées interdépendantes;
- g de la protection des riverains face aux immissions dues au trafic routier;
- h du principe selon lequel il faut porter le moins possible atteinte à la propriété privée.

Art. 18b [Introduit le 12. 2. 1985]

III. Terminologie

¹ On entend par construction, la construction d'une liaison routière nouvelle ou supplémentaire.

² On entend par aménagement, un agrandissement de la chaussée ou un déplacement de la route, par lesquels il n'est pas créé de route supplémentaire.

³ On entend par transformation, une modification technique affectant l'agencement de la route sans en modifier la surface ou une modification du niveau de la chaussée.

⁴ Les routes situées dans un secteur déjà largement bâti font partie du site bâti.

Art. 18c [Introduit le 12. 2. 1985]

IV. Mesures préparatoires

¹ Les propriétaires fonciers sont tenus de tolérer sur leurs biens-fonds les mensurations, les études du sol et autres travaux préliminaires nécessaires à la planification et à l'élaboration des projets de routes.

² Ils doivent en être avisés à temps. Il sera tenu compte des désirs justifiés exprimés quant au lieu et à la manière dont devraient être prises les mesures. Les dégâts causés aux cultures et aux biens doivent être réparés. En outre, le propriétaire foncier qui, dans l'utilisation ou l'exploitation de son bien-fonds, subit un préjudice important pouvant être prouvé doit être indemnisé.

³ En cas de litige l'article 137 de la loi sur les constructions [RSB 721.0] est applicable. L'article 77, 2^e alinéa est réservé.

Art. 19

B. Acquisitions de terrain et mesures en faveur de l'utilisation du sol

1. Dispositions générales

¹ Lorsque le terrain nécessaire à la construction de routes publiques ne peut être obtenu de gré à gré, il sera acquis par voie d'expropriation ou de remembrement. Le mode d'acquisition est arrêté par l'autorité de construction compétente.

² Les travaux d'adaptation occasionnés par la construction ou l'aménagement d'une route sont à la charge du compte de construction de la route; les articles 65, 3^e alinéa et 66 sont réservés. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ Lorsque la construction, le déplacement ou l'aménagement d'une route publique rend nécessaire le déplacement d'un tronçon de chemin agricole ou forestier, les frais qui en découlent seront supportés par le propriétaire de la route. Les nouveaux tronçons, une fois achevés, sont attribués aux propriétaires des chemins supprimés, qui en assument l'entretien.

Art. 20

2. Acquisition de terrains par remembrement

¹ La procédure de remembrement sous forme de remaniement parcellaire de terrains agricoles, de forêts ou de terrains à bâtir est applicable lorsqu'elle est utile à la construction de la route ou qu'elle permet que le sol devant servir à la construction de la route soit utilisé et exploité conformément à sa destination.

² La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie *[Teneur du 24. 3. 1993]* peut exiger qu'il soit procédé aux remembrements nécessaires à la construction de la route. La procédure de remembrement obéit à la législation spéciale. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ Elle peut exiger *[Phrase introductive selon teneur du 12. 2. 1985]*:

- a que des biens-fonds du domaine public seront inclus;
- b que des réductions équitables de la surface des biens-fonds compris dans le remembrement seront consenties et que le terrain ainsi cédé pour la construction de routes affectées au trafic général de transit sera bonifié à sa valeur vénale à l'entreprise de remembrement;
- c que la plus-value des biens-fonds résultant de la construction de la route sera déduite de l'indemnité.

⁴ S'il y a lieu de commencer les travaux avant la clôture de la procédure de remembrement, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie *[Teneur du 24. 3. 1992]* peut exiger l'envoi en possession anticipé. Avant de se prononcer, les services chargés du remembrement entendront les personnes concernées et prendront les dispositions nécessaires à l'estimation du terrain. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁵ Les frais supplémentaires de remembrements occasionnés par la construction de la route dans les contrées où des remembrements étaient de toute façon nécessaires sont à la charge de cette construction. Lorsque l'établissement de la route entraîne de nouveaux remembrements dans des terrains déjà remaniés ou dans des régions de fermes isolées, les frais en découlant vont dans leur intégralité au compte de la route.

Art. 21

3. Dispositions spéciales concernant la procédure de remembrements parcellaires de terrains agricoles et de forêts

¹ Lorsqu'il y a lieu d'envisager des remembrements parcellaires de terrains agricoles ou de forêts, on établira des avant-projets de remaniement, si possible en même temps que les plans généraux de routes. Ces avant-projets indiqueront notamment le périmètre de la région à inclure dans le remembrement, le réseau des chemins à créer et les ouvrages hydrauliques les plus importants à construire.

² L'autorité de surveillance de la route peut accorder aux propriétaires fonciers intéressés un délai convenable, ne dépassant généralement pas six mois, pour leur permettre de décider un remaniement parcellaire de terrains agricoles ou de forêts selon l'article 703 du Code civil *[RS 210]*. Par la même occasion, la décision concernant les contributions et le montant des frais de remembrement qui grèveront le compte de construction de la route sera communiquée aux intéressés.

Art. 22

4. Expropriation a Droit applicable

¹ L'expropriation a lieu sur la base d'un plan de route ou de quartier *[Teneur du 12. 2. 1985]* passé en force ou d'un décret du Grand Conseil.

² La concession pour la construction de routes privées (art. 43, al. 2) implique le droit pour le concessionnaire d'exproprier les terrains nécessaires à la construction de la route.

³ Lorsque l'intéressé reconnaît son obligation de céder tout ou partie de son terrain ou d'admettre des restrictions déterminées à son droit de propriété, l'indemnité peut être fixée par le juge compétent en matière d'expropriation, même s'il n'existe pas de plan de route ou de quartier [Teneur du 12. 2. 1985] passé en force.

⁴ Le droit fédéral s'applique à l'expropriation de terrains en vue de la construction de routes nationales. Pour la construction de routes principales subventionnées par la Confédération, le Conseil-exécutif peut ordonner que l'expropriation aura lieu également selon le droit fédéral.

Art. 23 [Teneur du 7. 6. 1970]

b Procédure

¹ Après piquetage, celui qui construit une route doit remettre un plan d'exécution à chaque conseil communal du territoire où la route sera construite; ce plan précisera les biens-fonds touchés par la construction de la route. Les plans d'exécution seront déposés publiquement suivant les dispositions de la loi cantonale sur l'expropriation [RSB 711.0].

² Lorsque l'expropriation a lieu sur la base d'un plan de route ou d'un plan de lotissement et qu'il ne faut manifestement exproprier que la superficie délimitée par les lignes de route et désignée comme espace public réservé au trafic, la procédure d'expropriation se limite à la fixation des prétentions pécuniaires émises par les intéressés. La procédure prévue par la loi sur l'expropriation concernant l'étendue de l'obligation de cession ne sera pas appliquée.

Art. 24

C. Construction des routes

I. Dispositions communes

1. Généralités [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Les routes publiques doivent être projetées, construites, aménagées ou transformées conformément à la planification des routes et aux principes énoncés à l'article 18 a. [Teneur du 12. 2. 1985]

² Pour leurs agencement, configuration et exécution détaillés, les articles 24 a à 24 e sont déterminants. Il sera tenu compte des conditions locales et des besoins de la population concernée. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ On examinera avec l'autorité compétente pour les mesures en matière de circulation si, en lieu et place de mesures techniques ou en complément de celles-ci, des mesures en matière de circulation sont susceptibles d'être prises. L'article 88, 2^e alinéa de la loi sur les constructions [RSB 721.0] est applicable par analogie. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

⁵ ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

Art. 24a [Introduit le 12. 2. 1985]

1a Chemins pour piétons, trottoirs et pistes cyclables; bandes cyclables

¹ Lorsque des routes sont fréquentées régulièrement par un grand nombre de piétons ou de cyclistes, lorsque l'exige la sécurité de ces usagers, ou lorsqu'il s'agit de liaisons particulièrement dignes d'être développées, on les séparera des autres usagers au moyen de chemins pour piétons, de trottoirs ou de pistes cyclables. On procédera à une telle transformation de la route (art. 14, 2^e al., lit. a) lorsque les conditions le permettent. Lorsque la construction d'une piste cyclable est impossible ou qu'elle serait inopportune, on peut procéder à un marquage de bandes cyclables.

² Dans le secteur bâti, des chemins de liaison pour piétons et des pistes cyclables de liaison, distincts des voies de circulation, doivent si possible être tracés notamment à l'intention des écoliers.

³ Les chemins pour piétons et les pistes cyclables doivent être établis, où cela est possible, sur des chemins agricoles préexistants ou projetés. Les collectivités compétentes participent de manière proportionnée aux frais d'établissement ou d'adaptation des chemins agricoles ainsi qu'à leur entretien.

⁴ Les chemins pour piétons, les trottoirs et les pistes cyclables doivent si possible être tracés de telle sorte que les usagers n'aient pas un chemin plus long à parcourir ou une pente supplémentaire à gravir.

Art. 24b [Introduit le 12. 2. 1985]

1b Protection de l'environnement

¹ Les routes doivent être construites de manière à ce que les bordiers soient le moins possible incommodés par les immissions du trafic et qu'il en résulte un préjudice minimal pour l'environnement.

² Pour le reste et notamment en matière de protection contre les immissions, la législation sur la protection de l'environnement prévaut.

Art. 24c [Introduit le 12. 2. 1985]

1c Mesures de protection de l'habitat

¹ Le volume de trafic des lieux d'habitation doit être maintenu à un bas niveau. On recourra au besoin à des mesures techniques appropriées pour réduire la vitesse et pour éloigner le trafic de transit.

² Les prescriptions de la Confédération concernant les rues résidentielles et les dispositions concernant les espaces extérieurs figurant dans la loi sur les constructions [RSB 721.0] sont réservées.

Art. 24d [Introduit le 12. 2. 1985]

1d Mesures en faveur des handicapés

¹ Les voies de communication doivent être praticables aux personnes âgées et handicapées si possible sans l'aide d'autrui et sans danger.

² A cet effet, on veillera en particulier

- a à construire des chemins pour piétons, des trottoirs et des passages pour traverser les routes praticables en fauteuil roulant,
- b à faciliter la traversée des routes larges, à trafic rapide ou dense,
- c à concevoir et construire des équipements de manière à écarter si possible tout danger d'accident.

³ Des places spéciales devront être réservées sur les parcs de stationnement publics à l'intention des utilisateurs en fauteuils roulants; elles devront être dûment signalées.

⁴ Les détails sont réglés dans une ordonnance du Conseil-exécutif. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] peut émettre des recommandations complémentaires.

Art. 24e [Introduit le 12. 2. 1985]

1e Protection des sites et du paysage

¹ Les dispositions de la loi sur les constructions [RSB 721.0] qui concernent la protection des sites et du paysage sont applicables par analogie.

² Au cas où une construction, un aménagement ou une transformation de route porterait atteinte à des éléments architectoniques de valeur, toucherait la structure de l'espace routier essentiel pour le site bâti ou entraînerait la suppression de jardins ou de places devant les maisons, il faut étudier si d'autres solutions adéquates sont possibles.

Art. 25

2. Installations de protection temporaires

Les propriétaires fonciers doivent permettre la pose d'installations temporaires que réclament en dehors de la zone routière la construction de la route et la protection de celle-ci contre les dégâts causés par les phénomènes naturels. Une indemnité convenable est versée pour le dommage qui en résulte. En cas de contestation, elle est fixée par le juge compétent en matière d'expropriation [Teneur du 12. 2. 1985].

Art. 26

3. Eclairage

¹ Doivent être éclairés en tenant compte des nécessités du trafic

- a dans les secteurs bâtis toutes les routes publiques, passages sous et sur voies et les escaliers,
- b à l'extérieur des sites bâtis les passages inférieurs, tunnels, croisements et embranchements importants, ainsi que, dans la mesure où on peut l'exiger de celui à qui incombe l'obligation, les endroits et tronçons de route présentant des dangers. [Teneur du 12. 2. 1985]

² L'éclairage doit être limité à ce qui est nécessaire pour la sécurité. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ ... [Abrogé le 12. 2. 1985]

⁴ Le canton [Teneur du 19. 4. 2004] accorde les subventions prévues aux articles 39, alinéa 5, et 46, alinéa 3, pour les frais d'éclairage des routes nationales urbaines non couverts par d'éventuels subsides fédéraux.

⁵ Les communes peuvent, par voie de règlement, astreindre les propriétaires fonciers à participer aux frais d'éclairage des routes; les dispositions de la loi sur les constructions [RSB 721.0] relatives aux participations financières des propriétaires fonciers sont applicables par analogie. [Teneur du 12. 2. 1985]

Art. 27

4. Croisements

¹ Sont considérés comme croisements de routes publiques les croisements à niveau et à un niveau différent. Les jonctions de routes publiques sont assimilées à des croisements.

² Les croisements des routes à fort trafic doivent être aménagés de telle sorte qu'ils puissent être traversés si possible sans danger par tous les usagers de la route. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ Les frais de construction de nouveaux croisements vont à la charge du compte de la nouvelle route. Si des croisements existants doivent être corrigés, les frais iront au compte de chacune des routes dans la mesure où ces améliorations sont exigées par le développement de leur trafic respectif.

⁴ Les frais d'entretien des croisements se répartissent comme suit:

a en cas de croisement à niveau, ils sont mis à la charge de la route classée en catégorie supérieure pour la largeur de sa chaussée;

b en cas de croisement à un niveau différent, les frais d'entretien de l'ouvrage d'art sont mis à la charge de la route classée en catégorie supérieure. L'entretien des autres éléments du croisement est à la charge des routes dont ils sont parties intégrantes.

⁵ Les intéressés peuvent convenir d'une autre répartition des frais.

⁶ En cas de contestation, le Tribunal administratif tranche en procédure d'action. [Teneur du 17. 9. 1992]

Art. 28

5. Déviation de circulation

¹ Lorsqu'une route doit être utilisée par suite de déviation de la circulation, celui qui en assume l'entretien en sera préalablement informé et l'état du tronçon à utiliser fera l'objet d'un examen approfondi. L'autorité de surveillance de la route fixe le tracé de déviation et ordonne les mesures propres à assurer la sécurité du trafic. Les frais qui en découlent ainsi que les frais supplémentaires d'entretien du tronçon utilisé sont mis à la charge de celui à qui incombe l'entretien de la route fermée à la circulation.

² En cas de dérangement du trafic, les propriétaires bordiers toléreront que leurs terrains soient utilisés temporairement afin de maintenir la circulation, moyennant pleine et entière indemnité.

³ Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, l'autorité compétente en vertu des dispositions de la loi sur la justice administrative [RSB 155.21] tranche dans les cas prévus au 1^{er} alinéa, le juge compétent en matière d'expropriation dans ceux prévus au 2^e alinéa. [Teneur du 12. 2. 1985]

Art. 29

6. Ouverture à la circulation

Les routes publiques ne devront être ouvertes à la circulation qu'au moment où l'état des travaux et des mesures de sécurité prises le permettront.

Art. 30

II. Construction et aménagement des routes nationales

¹ Les dispositions de la présente loi concernant la construction et l'aménagement des routes principales sont applicables par analogie aux routes nationales.

² Celles qui concernent les routes communales sont applicables par analogie aux routes nationales urbaines.

³ Demeurent réservées les dispositions de la législation fédérale en matière de construction de routes nationales.

Art. 31 [Teneur du 12. 2. 1985]

III. Construction et aménagement des routes cantonales

1. Planification *[Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]*

¹ Le Conseil-exécutif arrête la planification du réseau routier cantonal *[Teneur du 19. 4. 2004]*. Celle-ci lie les autorités et constitue une base pour le plan directeur au sens de la loi sur l'aménagement du territoire *[RS 700]*; elle devra être harmonisée avec les autres activités ayant des effets sur l'organisation du territoire.

² La planification du réseau routier cantonal indique

- a les routes cantonales qui doivent être construites, sensiblement aménagées ou transformées, ou supprimées,
- b les principes d'exécution pour la construction nouvelle et l'aménagement des liaisons routières,
- c le calendrier des constructions de ces routes et les moyens nécessaires à leur réalisation.

³ La planification est élaborée par la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie pour une période de 10 à 15 ans et soumise à un examen périodique. Les Directions, organes des régions et autorités communales concernées seront consultés.

Art. 31a *[Introduit le 12. 2. 1985]*

1a Programme de construction des routes

¹ Tous les deux ans, le Grand Conseil prend connaissance du programme de construction des routes, qui est élaboré sur la base de la planification routière pour une période de quatre ans. *[Teneur du 2. 5. 1995]*

² Le programme de construction des routes indique toutes les routes cantonales dont la construction, l'aménagement ou la transformation doivent être soit projetés, soit commencés ou poursuivis durant la période concernée. *[Teneur du 2. 5. 1995]*

³ En ce qui concerne les constructions prévues au programme, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, en collaboration avec les communes intéressées, est habilitée à donner des mandats pour l'élaboration des projets, conduire la procédure en matière d'établissement de plans de routes et acquérir des terrains en prévision de réalisations futures. Pour l'exécution des travaux, un plan de routes ayant force obligatoire (art. 32 et 33) ou un permis de construire valable (art. 14) sont réservés. *[Teneur du 2. 5. 1995]*

⁴ Afin d'assurer la libre disposition des terrains nécessaires à la construction et à l'aménagement des routes cantonales, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut recourir à la procédure applicable en matière de plan de route sans attendre l'arrêté concernant le programme de construction des routes; elle peut donner à cet effet les mandats nécessaires pour l'élaboration des plans.

Art. 31b *[Introduit le 12. 2. 1985]*

1b Compétences ordinaires et compétences déléguées en matière d'autorisation de dépenses *[Teneur du 2. 5. 1995]*

¹ Les frais d'élaboration et de réalisation des projets routiers mentionnés ci-dessous sont réputés dépenses nouvelles et autorisés par l'organe qui y est habilité selon le régime ordinaire des compétences financières: *[Teneur du 2. 5. 1995]*

- a construction de routes cantonales;
- b routes de contournement;
- c création de voies de circulation supplémentaires, à l'exception de la création ultérieure de pistes ou de bandes cyclables;
- d transformation d'une route en route de jonction dénivelée ou présentant deux sens de circulation séparés;
- e changement de tracé d'une route sur plus de deux km;
- f élargissement du profil normal d'une route à plus de 7,5 m, de même que dans le secteur bâti, l'élargissement d'une route de plus d'un m en moyenne; les trottoirs ainsi que les pistes et les bandes cyclables ne sont pas comptés. *[Teneur du 2. 5. 1995]*

² S'ils sont réputés dépenses nouvelles, les frais d'élaboration et de réalisation des projets routiers qui ne sont pas mentionnés au 1^{er} alinéa sont autorisés par une décision du Grand Conseil non soumise à la votation facultative ou par le Conseil-exécutif, dans le cadre du régime ordinaire des compétences financières. *[Teneur du 2. 5. 1995]*

³ Le Conseil-exécutif peut déléguer à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie les compétences qu'il détient en matière de dépenses pour les frais d'élaboration de projets routiers. [Teneur du 2. 5. 1995]

⁴ ... [Abrogé le 2. 5. 1995]

Art. 31c [Introduit le 12. 2. 1985]

1c Contenu des demandes de crédits [Teneur du 2. 5. 1995]

Les demandes de crédits d'élaboration de projet renseignent sur le besoin et sur le mandat donné pour la planification, les demandes de crédit pour les projets de route sur le besoin, le projet, les coûts présumés et les besoins en terrain d'une part, sur les incidences sur le trafic public, l'environnement, le paysage et les sites habités ainsi que sur les mesures de protection prévues, d'autre part. [Teneur du 2. 5. 1995]

Art. 31d [Introduit le 12. 2. 1985]

1d Consultation des communes concernées

¹ Avant la décision sur un projet de construction de routes, le Grand Conseil ou le Conseil-exécutif peuvent ordonner que les communes concernées soient consultées.

² Les prises de position des communes relatives à la planification, à l'élaboration de projets et à la construction de routes cantonales sont fournies par le conseil communal ou par l'autorité communale désignée dans le règlement communal.

³ L'organe communal compétent au sens du 2^e alinéa peut soumettre la prise de position envisagée à la votation communale.

⁴ Le résultat de la consultation doit figurer dans la demande de crédit.

Art. 32

2. Plan de route

a Contenu

¹ Tous les rapports de voisinage de droit public entre le détenteur de la souveraineté de la route et les propriétaires fonciers touchés directement ou indirectement par la construction de la route peuvent être réglés dans le plan de route. Le plan de route peut comprendre en particulier des prescriptions sur [Deuxième phrase selon teneur du 12. 2. 1985]:

- a la construction, l'aménagement, la transformation ou la suppression d'une route cantonale, y compris les chemins et trottoirs, les places et les installations mentionnées à l'article 2; [Teneur du 12. 2. 1985]
- b l'adaptation aux exigences de tous les usagers de la route, de la configuration des fonds voisins et particulièrement de leurs accès; [Deuxième phrase selon teneur du 12. 2. 1985]
- c la construction de routes collectrices et la concentration des accès en des points de jonction déterminés;
- d les voies d'accès ainsi que les emplacements des carrières et des gravières, des chantiers et des dépôts de matériaux qu'exigent la construction et l'aménagement des routes;
- e les autres mesures prévues aux articles 24 à 24 e; [Introduit le 12. 2. 1985]
- f les surfaces et les droits nécessaires pour fournir un dédommagement en nature; l'article 23, 2^e alinéa est applicable par analogie. [Introduit le 12. 2. 1985]

² Les plans de route pourront fixer les alignements, conformément à l'article 90 ou 91 de la loi sur les constructions [RSB 721.0], notamment dans les endroits où la visibilité est restreinte, tels que courbes, jonctions, croisements et passages à niveau. Des alignements accessoires pourront être établis pour des garages et d'autres constructions mobilières de peu d'importance. Pour la mesure de la distance à l'alignement, on tiendra compte notamment des exigences en matière de sécurité de tous les usagers de la route, de la forme et de l'intégration futures de la route, de l'hygiène de l'habitat ainsi que de la configuration des sites et du paysage. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ Le plan de route indiquera en outre les cotes de hauteur dont il faudra tenir compte pour de nouvelles bâtisses et clôtures qui seront construites le long de la route.

⁴ Des plans de route généraux pour des modifications de tracé devenues nécessaires, comprenant des bandes libres des deux côtés de la route pourront être mis à l'enquête publique avant l'établissement des plans d'exécution (art. 35, al. 5). Les effets des plans de route généraux sont limités à 5 ans.

Art. 33

b Procédure

aa Etablissement *[Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]*

¹ Le plan de route est établi selon les prescriptions procédurales prévues dans la loi sur les constructions pour les plans de quartier cantonaux. Le Conseil-exécutif est compétent à cet égard, sous réserve des dispositions ci-après. Les communes et les régions d'aménagement au sens de l'article 97, alinéa 1 de la loi sur les constructions *[RSB 721.0]* peuvent saisir le Grand-Conseil dans les 30 jours lorsque le Conseil-exécutif a rejeté leur opposition contre un plan de route ou qu'il a refusé leur proposition d'abrogation d'un tel plan. *[Teneur du 25. 11. 2004]*

² La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie *[Teneur du 24. 3. 1993]* est compétente pour établir les plans de petites constructions de routes au sens du 3^e alinéa. Il peut être fait recours contre sa décision auprès du Conseil-exécutif, lequel statue souverainement. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ Sont assimilés à de petites constructions de routes:

- a les routes construites ou transformées sur une longueur n'excédant pas 500 m;
- b la transformation d'une route;
- c le complètement par des installations annexes situées dans la zone routière (art. 3), des ouvrages de protection (art. 4), des mesures de protection de l'habitat et de l'environnement (art. 24 b et 24 c), les mesures prises en faveur des handicapés et de la protection des sites ou du paysage (art. 24 d et 24 e), les pistes de présélection, les haltes des moyens de transport publics;
- d la construction ou l'aménagement de chemins pour piétons, de trottoirs ou de pistes cyclables (art. 24 a);
- e la suppression d'endroits dangereux, tels que les rétrécissements, les embranchements sans visibilité, les courbes à rayon trop faible. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁴ Aucun plan de route n'est nécessaire:

- a dans les cas précisés à l'article 14, 2^e alinéa;
- b pour la remise en état ou le renouvellement d'une route;
- c pour des travaux d'importance mineure. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁵ Les plans approuvés peuvent être consultés par les intéressés dans les administrations communales.

Art. 34

bb Modifications

¹ Les dispositions de l'article 33 s'appliquent par analogie à toute modification d'un plan de route.

² Si les plans déposés publiquement sont modifiés ou complétés avant leur approbation, il ne peut être renoncé à une nouvelle publication que si l'occasion a été donnée aux personnes touchées par les modifications et aux opposants d'en prendre connaissance et de faire opposition. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie *[Teneur du 24. 3. 1993]* peut décider une modification de peu d'importance à apporter à un plan de route sans mise à l'enquête publique. Dans ce cas, un délai d'opposition de 10 jours sera préalablement imparti par lettre recommandée aux propriétaires fonciers touchés par cette mesure. *[Première phrase selon teneur du 12. 2. 1985]*

Art. 35

c Effet

¹ Dès la mise à l'enquête publique, rien ne pourra être entrepris sur le terrain prévu pour la route qui puisse gêner la réalisation du plan. En particulier, il est interdit de construire sur les terrains affectés à la route projetée ou situés à l'intérieur de la zone pour laquelle des dispositions légales ou alignements *[Teneur du 12. 2. 1985]* imposent l'observation de certaines distances.

² Dix ans après la mise à l'enquête publique, le propriétaire foncier, s'il prouve un dommage, peut exiger du canton *[Teneur du 19. 4. 2004]* qu'il libère ou achète les terrains affectés, moyennant suppression ou modification du plan de route. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ L'approbation du plan de route implique l'octroi du droit d'expropriation au canton *[Teneur du 19. 4. 2004]* ou aux communes (art. 36), notamment en ce qui concerne l'acquisition des terrains prévus par le plan

pour la construction, l'entretien et l'exploitation de la route et les travaux d'adaptation sur des fonds voisins.

⁴ Les dispositions en matière de police de construction déterminent les effets rattachés aux alignements [Teneur du 12. 2. 1985]. Demeure réservée la législation sur les routes nationales.

⁵ Une autorisation au sens du décret concernant les permis de construction [RSB 725.1] est nécessaire pour toute construction nouvelle dans la zone prévue par des plans de route généraux selon l'article 32, alinéa 4, comme pour toute transformation augmentant la valeur des bâtiments, dépôt de matériaux, reboisements, modification importante de la configuration du terrain, exploitation de gravière et de carrière. Pareils travaux peuvent être autorisés lorsqu'ils ne rendent pas la construction de la route plus difficile ou plus onéreuse et qu'ils ne gênent pas l'établissement des alignements définitifs. L'autorisation peut, le cas échéant, être subordonnée à des conditions et charges, au sens de l'article 29 de la loi sur les constructions [RSB 721.0]. [Teneur du 12. 2. 1985]

Art. 36 [Teneur du 12. 2. 1985]

3. Subventions et prestations des communes

¹ Les communes remboursent au canton [Teneur du 19. 4. 2004] une part des frais afférents aux routes cantonales (chemins pour piétons, trottoirs et pistes cyclables inclus), conformément aux dispositions détaillées du décret sur le financement des routes

- a à raison de 40 pour cent au maximum pour les routes dans le secteur bâti;
- b à raison de 5 pour cent au maximum pour les autres routes;
- c les frais occasionnés par leurs demandes supplémentaires.

² Les frais déterminants comprennent les dépenses pour l'établissement des projets, l'acquisition des terrains, la construction, la mensuration et l'abornement. Les contributions de la Confédération et de tiers sont déduites tandis que les prestations financières des propriétaires fonciers sont créditées aux communes.

³ La contribution due par la commune doit être réduite si la prestation communale devait être disproportionnée; tel est le cas en particulier lorsque la commune compte peu d'habitants ou que son intérêt à l'aménagement routier est minime. Dans les cas de rigueur, il est possible de renoncer partiellement ou totalement à une contribution. [Teneur du 27. 11. 2000]

⁴ Les communes procèdent, pour le canton [Teneur du 19. 4. 2004], aux négociations ayant trait à l'acquisition des terrains, en accord avec le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 29. 10. 1997].

⁵ ... [Abrogé le 17. 9. 1992]

⁶ Les communes peuvent exiger des contributions de la part des propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci retirent de la construction de la route. Le total des contributions ne dépassera pas la moitié des frais supportés par la commune. Les dispositions prévues dans la loi sur les constructions [RSB 721.0] pour les participations financières des propriétaires fonciers sont applicables par analogie.

Art. 37

... [Abrogé le 12. 2. 1985]

Art. 38

IV. Construction et aménagement de routes communales

1. Généralités

¹ La construction, l'aménagement et la transformation des routes communales, y compris des chemins pour piétons, des trottoirs et des pistes cyclables, incombent aux communes, pour autant que ces derniers ne soient pas principalement destinés à séparer sur les routes cantonales les différentes catégories d'usagers (art. 24 a, 1^{er} al.). [Teneur du 12. 2. 1985]

² Les dispositions concernant les routes cantonales s'appliquent par analogie aussi aux routes communales, faute d'une réglementation spéciale les concernant. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ La procédure et la compétence pour l'établissement d'un plan de route communal obéissent aux prescriptions prévues dans la loi sur les constructions [RSB 721.0] pour les plans communaux de quartier. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ ... [Abrogé le 12. 12. 1985]

Art. 39

2. Subventions du canton *[Teneur du 2. 5. 1995]*

¹ Le canton peut subventionner, en vertu des dispositions du décret sur le financement des routes *[RSB 732.123.42]* *[Teneur du 2. 5. 1995]*

- a les routes communales utilisées régulièrement par les véhicules à moteur de l'armée, ainsi que les pistes cyclables et les chemins de randonnée pédestre communaux qui figurent dans la conception ou le plan directeur cantonal; *[Teneur du 2. 5. 1995]*
- b les installations de park and ride (parc de dissuasion); *[Teneur du 12. 2. 1985]*
- c les pistes cyclables publiques importantes aux mains de privés. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

² En règle générale, une subvention ne sera accordée que si les routes, chemins, trottoirs, pistes cyclables et places satisfont aux exigences de la présente loi, sans pour autant les dépasser. Le droit à la subvention est supprimé lorsque les travaux sont entrepris sans l'accord du service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie *[Teneur du 29. 10. 1997]* avant que la décision de subventionner ne soit prise. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ L'article 36, 2^e alinéa s'applique par analogie pour le calcul des frais déterminants. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁴ ... *[Abrogé le 27. 11. 2000]*

⁵ La part du canton aux frais d'établissement des routes nationales urbaines à fixer par la législation en la matière est de 50%, déduction faite de la part fédérale. *[Teneur du 29. 9. 1968]*

Art. 40

3. Collaboration entre communes voisines et subventions

¹ Les communes voisines sont tenues de procéder de concert à la construction, à l'aménagement et à la transformation des routes et chemins vicinaux. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

² Lorsqu'une route communale sert de façon particulière aux besoins du trafic d'autres communes, le Conseil-exécutif peut obliger ces autres communes à participer dans une proportion convenable aux frais de construction ou d'aménagement de cette route. Le projet est subordonné à l'approbation du Conseil-exécutif qui entendra au préalable les communes concernées et les organes des régions. *[Deuxième phrase selon teneur du 12. 2. 1985]*

Art. 41

4. Prestations des propriétaires fonciers *[Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]*

¹ Le règlement communal peut prévoir que les propriétaires des parcelles riveraines seront tenus, soit de procéder aux travaux de nettoyage et de déblaiement de la neige sur les chemins pour piétons et les trottoirs publics et dans les régions rurales, en tenant compte de l'usage local, de fournir d'autres prestations en rapport avec la construction ou l'entretien des routes, soit de verser une contribution de remplacement. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

² Les dispositions de la loi sur les constructions concernant les participations financières des propriétaires fonciers sont réservées. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ ... *[Abrogés le 12. 2. 1985]*

⁴ ... *[Abrogés le 12. 2. 1985]*

Art. 42

... *[Abrogé le 12. 2. 1985]*

Art. 43

V. Construction et aménagement de routes privées affectées à l'usage général

¹ La construction et l'aménagement de routes privées affectées à l'usage général sont réglés par les dispositions du droit civil, pour autant que les dispositions de la présente loi et le règlement communal n'y dérogent pas.

² La construction et l'aménagement de même que l'exploitation d'une route privée affectée à l'usage général, présentant au moins un intérêt régional, sont subordonnés à l'octroi d'une concession octroyée par le Grand Conseil. La concession peut être accordée lorsque des raisons d'intérêt public le justifient.

³ La concession réglera notamment:

1. la construction, l'entretien et l'exploitation de l'ouvrage;
2. le financement de l'ouvrage, plus spécialement la perception de péages, sous réserve des dispositions fédérales;
3. le droit d'expropriation de l'entreprise.

Chapitre troisième L'entretien

Art. 44

1. En général *[Teneur du 12. 2. 1985]*

¹ Les routes publiques et leurs installations techniques doivent être entretenues et exploitées de façon qu'elles soient autant que possible maintenues en bon état et propres à garantir un trafic sûr.

² L'entretien et le nettoyage des routes publiques incombent à leurs propriétaires, à moins que d'autres personnes ou d'autres propriétaires de biens-fonds n'y soient tenus en vertu de dispositions de droit public ou privé.

³ Des moyens chimiques pour combattre les mauvaises herbes ne peuvent être employés que lorsque la mauvaise herbe pourrait gravement endommager la route et qu'elle ne pourrait pas être détruite par d'autres moyens raisonnables. Les cultures avoisinantes et les petits animaux doivent être protégés dans la mesure du possible. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

Art. 45

2. Prestations des communes pour l'entretien des routes cantonales

¹ Le nettoyage des routes cantonales, à l'intérieur du secteur bâti *[Teneur du 12. 2. 1985]*, incombe aux communes dans la mesure où le nettoyage périodique par les services du canton *[Teneur du 19. 4. 2004]* n'est pas suffisant.

² En ce qui concerne les prestations des communes pour maintenir les routes cantonales praticables en hiver, il est fait renvoi à l'article 47.

³ A l'intérieur du secteur bâti l'entretien des chemins pour piétons, des trottoirs et des pistes cyclables cantonaux est du ressort de la commune. *[Introduit le 12. 2. 1985]*

Art. 46

3. Subventions du canton *[Teneur du 19. 4. 2004]* pour l'entretien des routes communales

¹ Le canton peut allouer des subventions pour le service d'hiver et l'entretien de toutes les routes communales en vertu des dispositions de détail du décret sur le financement des routes. *[Teneur du 27. 11. 2000]*

² Aucune subvention ne sera allouée pour un entretien non conforme aux prescriptions. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ Le canton assure le subventionnement équitable des frais d'entretien et d'exploitation des routes nationales urbaines. *[Teneur du 29. 9. 1968]*

Art. 47

4. Service d'hiver

¹ Les routes publiques doivent être maintenues praticables également en hiver, selon les nécessités du trafic et dans une mesure pouvant être exigée de celui à qui en incombe l'entretien. Le service d'hiver comprend essentiellement le déneigement et les mesures à prendre contre les effets du verglas et de la neige glissante.

² Les dispositions générales concernant l'entretien des routes sont, sauf dispositions contraires du présent article, applicables à l'entretien des routes en hiver.

³ Pour parer dans la mesure du possible aux dangers occasionnés par le verglas et la neige glissante, on aura recours à des mesures appropriées. Le sel ou des produits chimiques ne pourront être employés que lorsque la sécurité du trafic l'exige. Les cultures avoisinantes doivent être protégées dans la mesure du possible. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁴ Les communes peuvent renoncer au déneigement intégral lorsque la sécurité du trafic reste garantie en cas d'utilisation adaptée à l'état de la route. Elles peuvent convenir avec le service cantonal d'entretien des

routes d'un service d'hiver analogue concernant les routes cantonales. Les usagers doivent, dans la mesure où cela est nécessaire, être informés des conditions particulières. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁵ Les voies d'accès aux routes cantonales sont dans la mesure nécessaire maintenues ouvertes par les communes qui procèdent également à l'évacuation de la neige à l'intérieur du secteur bâti. Les frais de ces travaux sont supportés par les communes. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁶ Si le service d'hiver n'est pas assuré, ou ne l'est qu'imparfaitement, le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 29. 10. 1997] peut ordonner les mesures nécessaires aux frais de celui à qui il incomberait. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁷ Si le service d'hiver cause des dégâts importants aux terrains contigus, celui qui doit assumer l'entretien des routes doit des dommages-intérêts équitables, sous réserve d'un droit récursoire contre d'autres personnes responsables. Le juge compétent en matière d'expropriation tranche en cas de litige. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁸ ... [Abrogé le 2. 5. 1995]

Art. 48

5. Indemnité pour un usage extraordinaire

¹ Lorsqu'un usage extraordinaire des routes publiques exige un supplément de nettoyage ou d'entretien, celui à qui incombe l'entretien a le droit d'exiger une indemnité appropriée de l'usager. [Teneur du 17. 9. 1992]

² Lorsque les routes communales sont fréquemment utilisées par les véhicules à moteur de la Confédération ou d'un établissement fédéral, la Direction cantonale des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] engage, à la requête de la commune en cause, des pourparlers en vue du versement de l'indemnité prévue à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 49

6. Divers

En ce qui concerne l'entretien et l'exploitation des installations d'éclairage font règle les dispositions de l'article 26. L'article 27 est applicable à l'entretien des croisements et des jonctions de routes.

Chapitre quatrième Dispositions concernant la route et son utilisation

Art. 50

I. L'usage général

¹ Chacun est en droit d'utiliser une route publique dans les limites des dispositions légales.

² Dans le cadre de l'usage général, le mouvement a la priorité sur le stationnement. Il n'y a pas usage général lorsque la route est utilisée de façon prédominante à des fins autres que celles intéressant le trafic.

³ Personne ne peut invoquer un droit quelconque à l'encontre de la communauté pour s'opposer à la suppression ou à la restriction de l'usage général.

⁴ L'utilisation d'une route publique, de quelle façon que ce soit, ne permet pas l'acquisition par prescription de la propriété ou d'un droit réel restreint.

⁵ Lorsqu'un bordier se voit privé de l'accès à une route publique par la suppression ou le déplacement de celle-ci ou par la suppression de l'accès latéral, le propriétaire de la route doit lui procurer un autre accès au réseau des routes publiques ou, si ce n'est pas possible, lui verser une indemnité convenable, dont le montant est fixé, en cas de litige, par le juge compétent en matière d'expropriation.

Art. 51

II. Interdiction d'endommager et de souiller les routes publiques

¹ Il est interdit d'endommager les routes et leurs parties intégrantes notamment par le fait de labourer ou de procéder à d'autres travaux agricoles. Le traînage de toutes espèces d'objets sur la route n'est autorisé que lorsque le sol est couvert de neige ou fortement gelé et que toute détérioration de la chaussée est exclue.

² Celui qui souille une route est tenu de la nettoyer sans délai. Sinon, celui à qui incombe l'entretien pourra faire procéder au nettoyage aux frais de la personne responsable.

³ Le déversement d'eau, d'eaux usées, de purin et le déblaiement de la neige de places, toits et autres installations privées sur les routes publiques sont interdits. Les toits à la limite de la route ou en saillie sur

celle-ci seront munis de chénaux prolongés jusqu'à terre par des tuyaux de descente et des pare-neige nécessaires.

⁴ Après les marchés tenus sur une route ou sur une place, le nettoyage des voies publiques utilisées incombe aux organisateurs.

Art. 52 [Teneur du 19. 4. 2004]

III. Restriction de l'usage général

¹ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut interdire ou restreindre la circulation de manière durable dans tous les cas prévus à l'article 3, alinéas 2 à 5 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR) [RS 741.01], ainsi qu'à interdire ou à limiter l'accès à certaines routes. Il peut autoriser des dérogations sur demande écrite et motivée.

² Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie peut interdire ou restreindre la circulation sur certaines routes pour une durée limitée ensuite de catastrophes naturelles ou de travaux, ou afin de protéger la route et plus particulièrement son revêtement.

³ Les tâches incombant aux communes sur les routes communales et les routes publiques appartenant à des privés sont définies aux alinéas 1 et 2. L'approbation selon l'article 82, alinéa 3 est réservée.

Art. 53

IV. Utilisation spéciale de la route

1. Autorisation

¹ L'utilisation de la route pour la pose de conduites ou de canalisations, le dépôt de matériaux, l'installation de chantiers ou pour tous autres travaux de même nature exige une autorisation.

² L'autorisation est délivrée en ce qui concerne:

- a les routes cantonales, par le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 29. 10. 1997];
- b les routes communales, par le Conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal;
- c une route privée affectée à l'usage général, par le Conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal. Dans ce cas, l'assentiment du propriétaire de la route est nécessaire.

³ L'autorisation peut être assortie de charges et de conditions. Elle est délivrée contre paiement d'un émolument dont le montant sera fixé, dans le cadre du tarif prévu, compte tenu du profit qui en résulte. Le canton [Teneur du 19. 4. 2004] et la commune ne perçoivent pas d'émoluments l'un à l'égard de l'autre.

⁴ Le bénéficiaire d'une autorisation a l'obligation de prendre toute mesure utile pour éviter des accidents et de signaler les installations selon les prescriptions édictées par la Confédération, ainsi que selon celles édictées en vertu de l'article 21 de la loi sur les constructions [RSB 721.0] [Teneur du 12. 2. 1985].

⁵ Le bénéficiaire de l'autorisation doit payer tous les frais supplémentaires occasionnés au propriétaire de la route. Il est responsable à l'égard du propriétaire et des tiers de tout dommage résultant de l'utilisation de la route. Le propriétaire de la route peut exiger des avances convenables ou des garanties.

⁶ L'autorisation peut être retirée en tout temps sans indemnité.

⁷ Par décision du Grand Conseil, les communes et les propriétaires de routes privées affectées à l'usage général peuvent être astreints, moyennant une indemnité équitable, à mettre leur route à disposition pour des installations ou à toutes autres fins particulières en rapport avec le trafic. Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation. En cas d'urgence, le Conseil-exécutif peut prendre une mesure provisoire.

Art. 54

2. Autorisation spéciale

¹ Une autorisation spéciale peut être accordée pour des installations de transport, pour la pose de rails et autres constructions et installations semblables dans la zone routière.

² L'autorisation spéciale est accordée

- a par le Grand Conseil lorsqu'il s'agit d'établir une ligne de chemin de fer sur une route cantonale, par le Conseil-exécutif lorsqu'il s'agit d'établir une voie de raccordement, de tram ou d'autres installations; les communes concernées seront entendues; [Teneur du 12. 2. 1985]

- b par le Conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'une route communale;
- c par le Conseil communal ou l'organe désigné par le règlement communal lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'une route privée affectée à l'usage général. Dans ce cas, l'assentiment du propriétaire de la route est nécessaire.

³ L'autorisation spéciale peut être accordée pour un temps limité et retirée en tout temps contre indemnité pour des raisons d'intérêt général. Demeure réservé l'article 55, alinéa 3. Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle est fixée par le juge compétent en matière d'expropriation.

⁴ Lorsque la route est barrée ou supprimée, que son tracé est modifié, que les installations sont endommagées ou leur utilisation entravée par la faute de tierces personnes, le bénéficiaire de l'autorisation ne peut exiger aucune indemnité du propriétaire de la route.

⁵ Le bénéficiaire d'une autorisation est tenu d'établir et d'entretenir ses installations selon les dispositions légales en vigueur et les règles de la technique généralement admises. Il répond de tout dommage occasionné par la construction et l'exploitation des installations conformément aux dispositions légales.

⁶ Sauf disposition contraire du présent article, l'article 53 est applicable par analogie à l'autorisation spéciale d'utiliser une route.

Art. 55

3. Cas particuliers d'utilisation de la route

¹ Les poteaux et les pylônes pour les conduites de tout genre ainsi que les bornes-hydrants doivent dans la règle être installés à une distance de 50 cm au moins de la limite de la chaussée et de façon à ne pas gêner la circulation ni l'écoulement des eaux le long de la route.

² L'espace aérien au-dessus de la route ne peut être utilisé pour la pose d'installations quelles qu'elles soient sans une autorisation du propriétaire de la route.

³ Les conduites artificielles appartenant à des tiers, les ponts, les passages supérieurs, les aqueducs, les installations d'irrigation et d'évacuation seront construits et entretenus selon les prescriptions de l'autorité de surveillance de la route. Lorsque des installations doivent être modifiées par suite de travaux routiers, les dépenses qui en découlent sont supportées par le propriétaire de ces installations. La réparation du dommage causé par ces installations incombe à ceux qui en sont propriétaires ou qui les utilisent au moment où il se produit.

⁴ Les conduites souterraines doivent être établies de façon à ne créer aucun danger pour la circulation et à résister aux effets du trafic. Elles doivent, où cela est possible, être posées dans la banquette ou sous le trottoir, à la rigueur à côté de la route. *[Deuxième phrase selon teneur du 12. 2. 1985]*

⁵ Sous réserve d'une autorisation au sens de l'article 53, et lorsque cela constitue une entrave au trafic et à la circulation des piétons, ou que des raisons d'urbanisme l'exigent, le stationnement des véhicules à moteur est interdit sur des routes publiques, des chemins et des places qui ne sont pas expressément réservés à cet usage. Au besoin, des signaux d'interdiction seront posés.

Art. 56

4. Emplacements d'arrêt

¹ Les services automobiles soumis à un horaire régulier et empruntant les routes servant au trafic général de transit demanderont une autorisation au sens de l'article 53 pour leurs arrêts fixes permettant aux voyageurs de monter et de descendre, ainsi que de prendre et déposer des colis postaux et des marchandises.

² Les emplacements d'arrêt se trouveront si possible en dehors de la chaussée.

³ En vue d'assurer la fluidité du trafic, l'autorité de surveillance de la route peut exiger la suppression ou le déplacement de certains arrêts.

⁴ Demeurent réservées les dispositions de la Confédération sur le trafic routier.

Chapitre cinquième Dispositions concernant les fonds jouxtant les routes publiques

Art. 57

I. Protection de la route et du trafic

1. Modification naturelle du terrain

¹ Lorsque la modification naturelle du terrain avoisinant menace l'intégrité de la route publique ou crée un

danger pour le trafic, le propriétaire de cette dernière est tenu de prendre les mesures de sécurité nécessaires. En cas d'urgence, ces mesures peuvent être exécutées sans autre.

² Lorsque les mesures précitées nécessitent l'utilisation du terrain d'un tiers, ce dernier sera indemnisé selon les dispositions de la loi sur l'expropriation [RSB 711.0].

³ Demeurent réservés les articles 4, 25 et 47.

Art. 58

2. Installations sur des parcelles jouxtant la route a Interdiction

¹ Les parcelles jouxtant la route ne doivent pas être dotées de constructions, d'installations ou autres aménagements susceptibles de causer un danger pour la circulation. Demeure réservé l'article 59.

² Sont notamment interdits dans la zone d'interdiction de bâtir (art. 63 et suivants) les plantations, les clôtures et les dépôts, comme toute autre installation diminuant la visibilité.

³ Les arbres, les poteaux, les constructions de tout genre menaçant ruine, qui n'offrent pas une résistance suffisante aux vents et aux agents atmosphériques et menacent de choir sur la chaussée doivent être enlevés.

⁴ La personne qui met en danger la sécurité de la route ainsi que le propriétaire foncier responsable doivent prendre sur-le-champ les mesures propres à garantir la sécurité de la route. Ils répondent solidairement de tout dommage. Le juge civil tranche en cas de litige.

Art. 59

b Autorisation

¹ Des permis de construire peuvent être accordés, avec le consentement de l'autorité de surveillance des routes, en particulier pour [*Phrase introductive selon teneur du 12. 2. 1985*]

1. les déblaiements, remblayages et autres modifications semblables du terrain pouvant mettre en danger la sécurité des routes publiques;
2. l'ouverture de carrières, de gravières et de dévaloirs à bois à proximité de la route. L'autorisation ne peut être accordée que si la sécurité du trafic n'est pas mise en danger;
3. la création et la modification importante d'un débouché (art. 71); [*Teneur du 12. 2. 1985*]
4. les constructions et installations dans la zone d'interdiction de bâtir, notamment les murs de soutènement et de revêtement, ainsi que les constructions souterraines de n'importe quel genre;
5. l'extraction et le dépôt de matériaux à proximité de routes projetées ou devant être aménagées.

² ... [*Abrogé le 12. 2. 1985*]

Art. 60

3. Amélioration des conditions du trafic

¹ Le propriétaire de la route peut exiger que les installations existantes et conformes à la loi qui font obstacle à une amélioration des conditions du trafic soient supprimées contre versement d'une indemnité appropriée.

² Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge compétent en matière d'expropriation. Demeure réservée la procédure en matière d'établissement de plans de routes selon les articles 32 et suivants.

³ Demeurent réservés en outre les articles 58, 59 et 71.

Art. 61

II. Ecoulement des eaux

¹ L'eau qui s'écoule naturellement de la chaussée doit être reçue par les fonds contigus même lorsque l'eau est évacuée par des caniveaux, des saignées ou des aqueducs. Le propriétaire foncier et l'exploitant doivent maintenir les aqueducs et saignées constamment libres. Ils ne doivent pas modifier l'écoulement d'eau au détriment de la route. [*Teneur du 12. 2. 1985*]

² Le propriétaire de la route doit recueillir l'eau s'écoulant de la route dans des installations propres à cet usage et l'évacuer (écoulement artificiel) si

- a des conduites d'évacuation artificielles pour recueillir l'eau seraient nécessaires sur les fonds contigus;
- b les cultures attenantes pourraient être endommagées par l'eau sale provenant d'une route à fort trafic et que des conduites d'évacuation artificielles peuvent être installées sans frais disproportionnés. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ En ce qui concerne les conduites d'évacuation

- a les installations sont parties intégrantes de la route et elles doivent être entretenues par le propriétaire de la route;
- b les conduites traversant un terrain privé doivent être tolérées contre plein dédommagement des dégâts causés;
- c le propriétaire d'une canalisation publique est tenu de recevoir l'eau de la route lorsque ladite canalisation le permet et qu'il n'existe pas de mesure plus judicieuse du point de vue de la protection des eaux. Le propriétaire de la route lui paiera des redevances uniques et périodiques conformes au règlement communal. Les bouches d'égout et les raccordements à la canalisation publique sont construits et entretenus par le propriétaire de la route. *[Teneur du 7. 6. 2001]*

⁴ Le propriétaire de la route répond des dégâts importants causés par de l'eau s'écoulant de la route. Le juge compétent en matière d'expropriation tranche en cas de litige. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁵ Le déversement des eaux usées ou de l'eau provenant d'un toit ou d'une place privée dans une installation d'évacuation des eaux de la route exige une autorisation au sens de l'article 53.

Art. 62

III. Constructions et installations le long des routes publiques

Les constructions et autres installations le long des routes publiques, telles que murs, socles, clôtures, caves, conduites, etc., doivent être établies de façon à résister à la poussée du terrain ainsi qu'aux effets de l'utilisation et de l'entretien de la chaussée, en particulier à ceux du déblaiement de la neige.

Art. 63

IV. Distance des constructions aux routes publiques

1. En général

¹ Les distances à observer pour l'établissement de bâtiments et autres constructions semblables par rapport aux routes publiques comportent, sous réserve des dispositions du présent article *[Phrase introductive selon teneur du 12. 2. 1985]*:

- a 5 m au moins le long des routes cantonales;
- b 3,60 m au moins le long des autres routes publiques;
- c 2 m au moins le long des chemins pour piétons et des pistes cyclables indépendantes. *[Lettre c introduite le 12. 2. 1985]*

² Dans le règlement communal ou dans un plan de route ou un plan de quartier, les communes peuvent

- a fixer des distances différentes,
- b prescrire la construction jusqu'à la limite de la route à l'intérieur de certaines zones bien définies, notamment dans les quartiers de vieilles villes. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

³ Lorsque le règlement communal ne prévoit pas autre chose, les distances sont mesurées depuis le bord de la chaussée; pour le calcul, les pistes cyclables ne font pas partie de la chaussée. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁴ Les bâtiments qui empiètent sur les limites à observer par rapport aux routes peuvent être entretenus et rénovés en temps utile, voire également transformés ou agrandis si leur caractère illicite ne s'en trouve pas aggravé. *[Teneur du 12. 2. 1985]*

⁵ ... *[Abrogé le 12. 2. 1985]*

⁶ ... *[Abrogé le 12. 2. 1985]*

⁷ ... *[Abrogé le 12. 2. 1985]*

Art. 64

2. En particulier

¹ Les fontaines, les fosses à fumier et d'aisances, les installations d'épuration particulières, etc., doivent être placées à 3 m au moins de la limite de la chaussée. Demeurent réservées des lignes de construction spéciales.

² Lorsque les installations précitées sont transformées ou restaurées, elles doivent être placées aux distances prescrites. Le propriétaire de la route peut procéder à l'expropriation du terrain nécessaire pour le nouvel emplacement.

³ Demeurent réservés les articles 60 et 68.

Art. 65

3. Utilisation de la zone d'interdiction (terrain devant le bâtiment)

¹ Lorsque les distances de construction (art. 63) ne dépassent pas 5 m, respectivement 3,60 m, aucune construction, aucune installation ne devra empiéter sur la zone d'interdiction.

² Sont autorisés, sous réserve des dispositions des articles 58 et 59 [*Phrase introductive selon teneur du 12. 2. 1985*]:

1. les parties saillantes de bâtiments en porte-à-faux qui n'empiètent pas de plus de 2 m sur la zone d'interdiction et s'élèvent à 4,50 m au moins au-dessus de la chaussée;
2. les terrasses ouvertes qui n'empiètent pas de plus de 2 m sur la zone d'interdiction et dont la hauteur ne dépasse pas 1,20 m. Aux endroits où la visibilité est diminuée (courbes, croisements, passages à niveau, etc.), la hauteur est limitée à 80 cm;
3. les murs de soutènement et de revêtement (art. 59);
4. les caves et autres installations souterraines (art. 59 et 62);
5. les poteaux et les pylônes pour conduites de tout genre (art. 55);
6. les constructions et installations mentionnées à l'article 64, lorsque les distances prescrites sont respectées.

³ Lorsque du terrain doit être acquis pour l'élargissement de la route ou la construction de trottoirs dans la zone d'interdiction, les constructions, les installations ainsi que les conduites qui ont été établies après la création de ladite zone, conformément à l'article 65, alinéa 2, seront sur demande du propriétaire de la route adaptées aux nouvelles conditions ou enlevées aux frais de leurs propriétaires.

⁴ Lorsque la commune a fixé des distances différentes de celles de la présente loi, les 2^e et 3^e alinéas sont applicables pour les constructions et installations dans la zone d'interdiction ainsi que pour les parties de constructions qui empiètent, si la commune n'a pas édicté ses propres prescriptions à ce sujet. [*Teneur du 12. 2. 1985*]

Art. 66 [*Teneur du 12. 2. 1985*]

4. Dérogations

¹ Des dérogations aux limites prescrites peuvent être autorisées pour de justes motifs si ni l'intérêt public ni des intérêts essentiels des voisins ne sont lésés. Pour les petites constructions l'article 28 de la loi sur les constructions [*RSB 721.0*] s'applique par analogie.

² Les dérogations doivent être approuvées par l'autorité de surveillance des routes compétente.

³ L'article 29 de la loi sur les constructions [*RSB 721.0*] est applicable pour les dispositions annexes et leurs mentions au registre foncier.

Art. 67

5. Reconstruction

¹ L'autorisation de reconstruire sur des fondations dans la zone portant interdiction de bâtir ne peut être donnée que lorsque les conditions énumérées à l'article 66, alinéa 1, sont remplies.

² Lorsque les fondations d'un bâtiment démoli ou détruit se trouvent par la suite englobées dans la zone d'interdiction et que l'autorisation de reconstruire sur les mêmes fondations est refusée, le propriétaire de la route doit payer les frais de constructions supplémentaires résultant du déplacement, pour autant que la reconstruction soit entreprise dans les 2 ans qui suivent la démolition ou la destruction de l'ancien bâtiment et qu'elle soit poursuivie sans interruption. Il n'est pas tenu compte du temps nécessité pour l'octroi de l'autorisation.

³ Lorsque l'indemnité ne peut être convenue, elle sera fixée par le juge compétent [Teneur du 12. 2. 1985] en matière d'expropriation.

Art. 68

V. Gabarit d'espace libre

¹ En règle générale, le gabarit d'espace libre doit déborder de 50 cm au moins des limites de la chaussée.

² Lorsque la limite de la route coïncide avec celle des façades, aucune partie de bâtiment ne doit pénétrer dans le gabarit d'espace libre à moins de 4,50 m au-dessus de la chaussée et de 2,50 m au-dessus du trottoir.

³ Demeure réservée la réglementation des communes concernant les parties de bâtiments en saillie et les objets mobiles fixés aux bâtiments.

⁴ Dans le cadre des hauteurs mentionnées à l'alinéa 2 du présent article, aucune porte, aucun portail, aucun volet ne doit pouvoir s'ouvrir dans le gabarit d'espace libre de la route publique.

Art. 69

VI. Places devant des bâtiments

¹ Lors de la construction ou de la transformation d'un immeuble dont l'utilisation exigera une place du côté de la route pour les véhicules à moteur des usagers et des visiteurs de cet immeuble, il faudra prévoir par rapport à la route la distance supplémentaire nécessaire à l'aménagement de la place. Demeurent réservées des dispositions dérogatoires applicables au genre de construction. L'autorité de surveillance de la route peut fixer l'emplacement, les dimensions et l'aménagement de la place.

² Les places aménagées devant les garages dont la sortie est perpendiculaire à la route doivent mesurer jusqu'à la limite de la chaussée affectée au trafic public une longueur égale à celle des garages, à moins que des circonstances spéciales ne justifient une autre solution équivalente.

Art. 70

... [Abrogés le 12. 2. 1985]

Art. 70a

... [Abrogés le 12. 2. 1985]

Art. 71 [Teneur du 12. 2. 1985]

VIII. Débouché [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Le débouché d'un bien-fonds (entrée et sortie) ou d'une route privée sur une route publique doit être approuvé par l'autorité de surveillance des routes conformément à l'article 59.

² L'approbation est également exigée pour chaque modification essentielle au niveau de la construction ou pour une utilisation du débouché excédant l'autorisation existante.

³ L'autorité de surveillance des routes peut donner des instructions concernant le lieu, le mode de construction et l'aménagement des débouchés. Elle tiendra compte de la sécurité de tous les usagers ainsi que des exigences posées pour une fluidité maximale du trafic.

⁴ Il ne sera autorisé, en règle générale, qu'un seul débouché par bien-fonds. Des restrictions au sens de l'article 52, 1^{er} alinéa sont réservées.

⁵ Les prescriptions de la législation sur les constructions s'appliquent par ailleurs pour l'équipement technique des terrains à bâtir.

⁶ Le débouché d'installations (stations d'essence, etc.) dont l'utilisation donne lieu à un trafic motorisé important est réglé par voie d'ordonnance du Conseil-exécutif.

⁷ Les frais pour la construction ou la transformation d'un débouché et l'adaptation de la route sont à la charge du propriétaire foncier intéressé.

Art. 72

IX. Réclame extérieure

¹ En ce qui concerne la réclame extérieure le long des routes publiques, sont applicables les dispositions de la loi fédérale sur la circulation routière [RS 741.01].

² Pour le surplus, des dispositions complémentaires seront édictées par voie d'ordonnance du Conseil-

exécutif.

³ Dans le cadre des dispositions précitées, les communes ont la faculté d'édicter leurs propres règlements.

Art. 73

X. Arbres, buissons et cultures

¹ Il est interdit de planter ou de laisser croître des arbres à haute futaie à moins de 3 m de la limite de la chaussée d'une route publique et à moins de 1,50 m le long des trottoirs, sauf dans les localités. Cette distance sera de 5 m au moins le long des routes principales à l'extérieur des localités.

² Le propriétaire de la route est autorisé à faire, sur le terrain lui appartenant, des plantations destinées entre autres à préserver la route et à en indiquer le tracé.

³ La route doit être maintenue libre de toute branche la surplombant jusqu'à une hauteur de 4,50 m de la chaussée et de 2,50 m d'un chemin pour piétons ou d'une piste cyclable; et lorsqu'il s'agit de garantir un bon éclairage public, jusqu'à la hauteur des lampes.

⁴ Les buissons ne doivent pas diminuer la visibilité aux passages à niveau, aux croisements et dans les courbes. Il en va de même des cultures à l'intérieur des distances prescrites pour arbres à l'alinéa 1, lorsqu'il s'agit de routes principales ou d'autres routes à trafic général de transit, soumises par la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] à la présente disposition. Lorsque cette restriction constitue un préjudice important pour l'utilisation agricole du fonds, une indemnité convenable sera versée. Le juge compétent en matière d'expropriation [Teneur du 12. 2. 1985] tranchera en cas de litige.

⁵ L'installation et la protection de plantations le long des routes publiques peuvent faire l'objet de dispositions différentes dans les plans de route ou dans les plans et règlements de construction des communes. [Teneur du 2. 5. 1995]

⁶ Pour les projets au sens de l'article 14, 2^e alinéa, l'autorité d'octroi du permis de construire peut, avec l'accord de l'autorité de surveillance de la route, autoriser des distances inférieures à celles qui figurent au 1^{er} alinéa. [Teneur du 2. 5. 1995]

⁷ Demeure réservée l'application par analogie des articles 58 et 68, alinéa 1, de la présente loi. [Anciens alinéas 6 à 8]

⁸ Lorsque le propriétaire néglige d'élaguer à temps ses arbres, buissons et cultures, en hauteur et en largeur, ces travaux seront faits ou ordonnés à ses frais par l'autorité compétente, mais seulement après une sommation écrite restée sans effet. [Anciens alinéas 6 à 8]

⁹ Dans l'application de cet article, on tiendra compte dans une mesure convenable des exigences de la protection de la nature et de la sauvegarde du patrimoine national. [Anciens alinéas 6 à 8]

Art. 74

XI. Forêts

¹ Une zone d'une largeur de 6 m au plus doit être déboisée le long d'une route cantonale traversant ou longeant une forêt.

² Au besoin, une zone plus large devra être déboisée afin d'assurer la visibilité.

³ La zone à déboiser peut être délimitée par un plan d'alignement.

⁴ Le terrain nécessaire à l'aménagement de la zone à déboiser peut être grevé d'une servitude de visibilité ou acquis soit de gré à gré, soit par voie d'expropriation. Le propriétaire de la route devra, conformément à la législation sur les forêts, procéder ailleurs au reboisement d'une surface égale à l'aire déboisée.

Art. 75

XII. Clôtures le long des routes publiques

¹ On ne pourra construire de nouvelles clôtures dépassant une hauteur de 1,20 m sans l'autorisation de l'autorité de surveillance de la route.

² Aux endroits sans visibilité, les clôtures fixes et les plantations de tout genre, telles que les haies vives, ne doivent pas s'élever à plus de 80 cm de la chaussée. Demeurent réservées les dispositions des articles 58 et 59.

³ En ce qui concerne la distance des clôtures à la limite des routes publiques est applicable l'article 68, alinéa 1.

⁴ Les clôtures en fil de fer barbelé dépourvues d'un dispositif de protection suffisante doivent être aménagées à une distance d'au moins 2 m de la limite de la route.

Art. 76

XIII. Restriction de propriété en faveur de routes projetées

¹ Les dispositions relatives aux restrictions de la propriété foncière contenues dans le présent chapitre sont en principe valables dès le moment de la mise à l'enquête publique des plans de route ou de quartier [Teneur du 12. 2. 1985].

² Pour l'établissement de clôtures fixes et de talus, ainsi que pour la construction de murs de soutènement et de revêtement, le long des routes projetées, doivent notamment être observées les distances prévues par la loi. Les cotes de hauteur indiquées par le plan de route doivent être respectées.

Chapitre sixième Restrictions de la propriété foncière et indemnités

Art. 77

Référence à la loi sur les constructions [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Les dispositions de la loi sur les constructions [Teneur du 12. 2. 1985] concernant les restrictions de la propriété foncière et les indemnités à verser sont applicables par analogie lorsqu'il s'agit de plans de route, de la construction ou de l'aménagement d'une route cantonale.

² Demeurent réservées les dispositions dérogatoires de la présente loi. C'est en particulier la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] qui statue souverainement [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985], en matière de routes cantonales, sur les plaintes formulées par les propriétaires fonciers contre l'aménagement de dispositifs et de signaux sur terrain privé.

Chapitre septième Autorités compétentes

Art. 78

1. Construction et entretien

a En général

¹ La Direction cantonale des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993] dirige la construction et l'entretien des routes cantonales.

² L'autorité communale compétente dirige la construction et l'entretien des routes communales.

Art. 79

b Routes nationales urbaines (routes express)

¹ Sous réserve des attributions de la Confédération, de la surveillance du canton et des dispositions de l'alinéa suivant, le Conseil communal est compétent pour l'élaboration du plan directeur et des projets généraux, l'acquisition du terrain et l'adjudication des travaux, pour la construction et l'entretien des routes nationales urbaines, ainsi que pour l'utilisation de l'équipement technique et des installations annexes. Demeurent réservées les compétences du canton en ce qui concerne le remembrement parcellaire de terrains agricoles et de forêts.

² Sur proposition dûment motivée du Conseil communal, le Conseil-exécutif statue sur

a les oppositions contre les projets définitifs,

b le mode d'acquisition du terrain,

c l'envoi en possession anticipé lors d'une procédure en matière de remembrement parcellaire.

³ Le Conseil communal se prononce définitivement sur les crédits nécessaires pour la construction et l'entretien des routes nationales urbaines.

Art. 80

2. Police de construction des routes [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 29. 10. 1997] exerce la police de construction des routes pour les routes dont le canton [Teneur du 19. 4. 2004] est propriétaire. [Teneur du 12. 2. 1985]

² Le conseil communal, ou l'autorité désignée par le règlement communal, est l'autorité de surveillance des routes pour les autres routes situées sur le territoire de la commune. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ Les autorités de surveillance des routes sont assistées par les organes de la police cantonale et des communes. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

Art. 81

3. Haute surveillance [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Le Conseil-exécutif exerce, par l'intermédiaire de la Direction cantonale des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993], la haute surveillance sur la construction et l'entretien des routes ainsi que sur la police de construction des routes. [Teneur du 12. 2. 1985]

² ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

³ ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

Art. 82 [Teneur du 19. 4. 2004]

4. Signalisation [Teneur du 19. 4. 2004]

¹ La surveillance de la signalisation et du marquage des routes publiques relève de la compétence du canton.

² Le service compétent de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie réalise la signalisation et le marquage sur les routes cantonales. Pour les routes communales et les routes publiques appartenant à des privés, cette tâche est de la compétence des communes. La compétence et la procédure concernant la signalisation sur les routes forestières sont régies par la législation cantonale dans le domaine des forêts.

³ Les communes demandent l'autorisation des services compétents de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie dans les cas suivants:

- a réglementation des priorités,
- b interdictions de circuler,
- c limitations de volumes et de poids,
- d limitations de vitesse,
- e marquage de places de parc sur des routes principales.

⁴ Le canton et les communes sont autorisés à utiliser au besoin des propriétés privées pour la pose de panneaux signalétiques.

Chapitre huitième Police de construction des routes et peine [Titre selon teneur du 12. 2. 1985]

Art. 83

1. Police de construction des routes

a Mesures [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ L'autorité compétente au sens de l'article 80 prend toutes les mesures que nécessite l'application de la loi ainsi que des prescriptions et décisions s'y rapportant. Elle ordonne au besoin le rétablissement en l'état conforme à la loi et passe à l'exécution par substitution aux frais de l'obligé. [Teneur du 12. 2. 1985]

² Les organes de police et le personnel chargé de la surveillance et de l'entretien des routes cantonales et communales signalent à l'autorité compétente en matière de surveillance des routes les infractions commises contre les prescriptions des quatrième et cinquième chapitres de la présente loi et contre les prescriptions d'exécution afférentes. [Teneur du 12. 2. 1985]

³ En cas d'infraction tombant sous le coup de mesures de police en vertu des dispositions de la loi sur les constructions [RSB 721.0], l'autorité compétente en matière de police des constructions prend les dispositions requises. Les mesures que doit prendre l'autorité de surveillance des routes pour la protection de la route et la sécurité du trafic sont réservées. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁴ La poursuite pénale est réservée. [Introduit le 12. 2. 1985]

Art. 84

b Procédure

¹ Les dispositions de la loi sur les constructions [RSB 721.0] concernant le rétablissement de l'état conforme à la loi, l'exécution par substitution, les décisions des autorités cantonales de surveillance et la

procédure sont applicables par analogie.

² Lorsqu'il y a péril en la demeure, l'autorité de surveillance des routes peut déclarer sa décision immédiatement exécutoire.

³ ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

⁴ ... [Abrogés le 12. 2. 1985]

Art. 85

2. Peines [Titre marginal selon teneur du 12. 2. 1985]

¹ Sont punies d'une amende les infractions aux dispositions des quatrième et cinquième chapitres de la présente loi, aux ordonnances d'exécution et règlements communaux s'y rapportant, ainsi que les infractions aux autorisations données et aux décisions prises en vertu de la législation précitée. L'amende est comprise entre 1000 et 40 000 francs. Dans les cas graves et en cas de récidive elle peut être portée à 100 000 francs au plus; une peine d'arrêt peut en outre être prononcée. Dans les cas de peu de gravité, l'amende est comprise entre 50 et 1000 francs. [Deuxième et troisième phrases selon teneur du 12. 2. 1985]

² Sont également punissables le maître de l'ouvrage, le surveillant des travaux, l'entrepreneur et le chef hiérarchique qui ont incité le contrevenant à commettre l'infraction ou qui ont toléré celle-ci.

³ Lorsque l'infraction a été commise dans le cadre de l'activité professionnelle d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, les sanctions pénales sont prises à l'encontre des personnes qui ont agi ou qui auraient dû agir pour elles. Les personnes morales, les sociétés en nom collectif ou en commandite répondent solidairement des amendes, des émoluments et des frais; dans une procédure pénale, elles ont qualité de partie.

⁴ En cas d'infraction présentant simultanément des éléments constitutifs d'une infraction au sens de la loi sur les constructions [RSB 721.0], la poursuite pénale est régie par les dispositions de cette dernière. [Teneur du 12. 2. 1985]

⁵ Les droits conférés au canton [Teneur du 19. 4. 2004] et aux communes en tant que parties dans la procédure pénale, de même que la prescription sont régies par les dispositions afférentes de la loi sur les constructions [RSB 721.0]. [Teneur du 12. 2. 1985]

Chapitre neuvième Dispositions finales

Art. 86

1. Application de la loi

¹ Le Grand Conseil édictera, par voie de décret, des dispositions de détail concernant le genre et le calcul des subventions et prestations du canton [Teneur du 19. 4. 2004] en faveur des frais de construction de routes des communes. Ces subventions et prestations sont fixées dans chaque cas particulier par le Conseil-exécutif. Celui-ci peut déléguer tout ou partie de ses attributions à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie [Teneur du 24. 3. 1993]. [Dernière phrase selon teneur du 7. 6. 1970]

² Pour autant que la loi ne prévoit pas un décret du Grand Conseil, le Conseil-exécutif édicte les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi et il en surveille l'exécution.

³ Il édicte par voie d'ordonnance les dispositions de police nécessaires à l'utilisation et à la protection des voies publiques.

⁴ Le Conseil-exécutif peut soumettre à la sanction des autorités les décisions relatives à la propriété foncière prises dans le cadre d'un plan de quartier [Teneur du 12. 2. 1985] ou de route approuvé et rendant pour l'avenir plus difficile ou plus onéreuse l'acquisition du sol.

Art. 87

2. Financement

¹ Sur la base du compte d'Etat, un décompte spécial sera établi concernant les recettes et les dépenses affectées à la construction et à l'entretien des routes publiques.

² Les dépenses pour la construction et l'entretien des routes publiques qui ne sont pas couvertes par des subventions à destination déterminée et par le produit net de l'imposition des véhicules à moteur sont couvertes par les recettes générales, au besoin par voie d'emprunt.

³ Le versement des subventions du canton [Teneur du 19. 4. 2004] prévues par la présente loi pour la construction et l'entretien des routes communales, non comprises les routes nationales urbaines, est assuré de la façon suivante:

1. 15% du produit de l'imposition annuelle des véhicules à moteur;
2. 50% au maximum de la subvention fédérale annuelle octroyée à des fins routières, provenant du produit net des droits de douane sur les carburants pour véhicules à moteur;
3. au besoin, un crédit budgétaire supplémentaire.

Art. 88

3. Dispositions transitoires

¹ Sauf disposition contraire, les frais résultant de l'adaptation à la présente loi de constructions et d'installations existantes sont supportés par le propriétaire de la route. En ce qui concerne les constructions et installations qui ont été faites en violation d'anciennes lois, les frais d'adaptation sont supportés par leur propriétaire.

² Le décret concernant le prélèvement de contributions des propriétaires fonciers aux frais de construction des routes communales reste provisoirement en vigueur pour autant qu'il ne soit pas contraire aux prescriptions de la présente loi.

³ Le montant de rachat déjà fixé par la commune avant l'entrée en vigueur de l'article 70 a selon les règles antérieures et qui n'a pas encore été versé par le maître de l'ouvrage, reste dû. Le montant de rachat dont la commune n'a fait que se réserver la perception est fixé selon le nouveau droit. Le paiement n'en pourra être exigé que si la commune édicte des dispositions dans le sens de l'article 70 a dans le délai d'un an dès son entrée en vigueur. *[Introduit le 6. 11. 1974]*

Art. 89

4. Abrogation de dispositions

Sont abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi toutes les dispositions contraires et notamment:

1. la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes;
2. la loi du 3 décembre 1939 portant modification de l'article 38 de la loi du 14 octobre 1934 sur la construction et l'entretien des routes;
3. la loi du 26 janvier 1958 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'aménagement des routes communales importantes;
4. le décret du 23 novembre 1950 portant réduction de la part des communes aux frais d'aménagement des routes principales.

Art. 90

5. Entrée en vigueur

¹ Le Conseil-exécutif fixe l'entrée en vigueur *[1. 4. 1964]* de la présente loi.

² Les dispositions de la présente loi concernant les routes nationales urbaines sont applicables rétroactivement dès le 21 juin 1960, date de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les routes nationales *[RS 725.11]*.

³ Les articles 26, alinéa 3, et 39, alinéa 4, sont applicables avec effet rétroactif à tous les projets dont l'exécution débutera après le 1^{er} janvier 1963.

Berne, 4 septembre 1963

Au nom du Grand Conseil,
le président: *Will*
le chancelier: *Hof*

Appendice

2.2.1964 L

BL 1964/6; en vigueur dès le 1. 4. 1964

Modifications

29.9.1968 L

BL 1968/195; L concernant la compensation financière et portant modification des prescriptions relatives aux subventions et aux redevances (art. 14); en vigueur dès le 1. 1. 1969

7.6.1970 L

BL 1970/168; L sur les constructions (art. 115); en vigueur dès le 1. 1. 1971

7.6.1970 L

BL 1970/218; L fixant les principes de la procédure administrative interne et portant délégation d'attributions administratives du Conseil-exécutif (art. 29); en vigueur dès le 1. 1. 1971

6.11.1974 L

BL 1974/332; en vigueur dès le 7. 3. 1975

12.2.1985 L

BL 1985/38; en vigueur dès le 1. 1. 1986

17.9.1992 D

BL 1992/346; en vigueur dès le 15. 12. 1992

24.3.1993 O

BL 1993/260; en vigueur dès le 1. 1. 1993

Dispositions transitoires suite à la modification du 12 février 1985

1. Les constructions de route déjà planifiées lors de l'entrée en vigueur de la loi modifiée peuvent, sous réserve du chiffre 2, être réalisées selon le droit en vigueur jusqu'alors si
 - a le plan de route ou le plan de quartier y relatifs ont fait l'objet d'un dépôt public (art. 60 de la loi sur les constructions [RSB 721.0]) ou si la demande de permis de construire a été publiée (art. 35 de la loi sur les constructions) et
 - b la décision d'accorder le crédit est prise dans les cinq ans et si la construction de la route est réalisée sans retard.
2. Le décret sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes des communes [RSB 732.123.42] peut prévoir une réglementation transitoire pour le financement des constructions de route.
3. La propriété des chemins pour piétons, des trottoirs et des pistes cyclables qui font partie d'une route cantonale (art. 38, 1^{er} al.) doit être transmise à l'Etat dans les cinq ans. Il n'est pas dû de somme de rachat. La communauté qui entreprend l'adaptation en supportera les frais.

31.3.1993 O

BL 1993/280; en vigueur dès le 1. 1. 1993

16.9.1993 L

ROB 94–28 (art. 20); L sur les transports publics; en vigueur dès le 1. 1. 1996

2.5.1995 L

ROB 95–74; en vigueur dès le 1. 1. 1996

29.10.1997 O

ROB 97–100; en vigueur dès le 1. 1. 1998

27.11.2000 L

ROB 01–48 (art. 53); L sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC); en vigueur dès le 1. 1. 2002

7.6.2001 L

ROB 01–89 (II.); L cantonale sur la protection des eaux (LCPE); en vigueur dès le 1. 1. 2002

19.4.2004 L

ROB 04–72; L sur la mise en œuvre des mesures découlant de l'Examen stratégique des prestations publiques dans les domaines de compétence de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie; en vigueur dès le 1. 1. 2005

23.6.2004 L

ROB 05–14 (II.); L sur les communes (LCo); en vigueur dès le 1. 5. 2005

25.11.2004 L

ROB 05–49 (II.); L sur les constructions (LC); en vigueur dès le 1. 8. 2005